

## **RESOLUTION 6/2018**

### **COMMITE SUR LE DROIT INTERNATIONAL ET L'ELEVATION DU NIVEAU DES MERS**

La 78ème Conférence de l'Association de Droit International (ILA), tenue à Sidney, Australie, du 19 au 24 août 2018 :

**AYANT PRIS CONNAISSANCE** des deux rapports du Comité sur le droit international et l'élévation du niveau des mers (2016 et 2018) abordant entre autres le problème du déplacement des personnes dans un contexte d'élévation du niveau des mers et l'identification des principes émergents de droit international concernant la protection des personnes déplacées dans un contexte d'élévation du niveau des mers ;

**PRENANT NOTE** des conclusions consignées dans le 5<sup>ème</sup> rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en 2014, prévoyant une montée du niveau des mers entre 26 et 98 cm au-dessus des niveaux de 1990 d'ici à 2100 ;

**RECONNAISSANT** le besoin d'une réponse effective aux menaces urgentes posées par la montée du niveau des mers ;

**PREOCCUPEE** par les impacts que la montée du niveau des mers a déjà sur les îles de faible altitude et les zones côtières qui sont souvent densément peuplées ;

**RECONNAISSANT** que l'élévation du niveau des mers met davantage en péril l'habitabilité de telles zones dans les décennies à venir, générant potentiellement un nombre élevé de personnes déplacées des zones affectées par l'élévation du niveau des mers ;

**RECONNAISSANT** aussi que certaines populations affectées pourraient être forcées de quitter leur domicile afin de trouver aide et protection à l'étranger ;

**RAPPELLANT AUSSI** la Déclaration de Malé sur le changement climatique et l'élévation du niveau des mers adoptés par la Conférence des petits Etats insulaires sur l'élévation du niveau des mers, tenue à Malé, Maldives, du 14 au 18 novembre 1989, dans le cadre de laquelle les participants ont déclaré leur intention de travailler, collaborer et rechercher la coopération internationale afin de protéger les zones côtières à faible altitude et les petits États insulaires des dangers résultant du changement climatique, réchauffement climatique et l'élévation du niveau des mers ;

**RAPPELLANT AUSSI** la Résolution 44/206 de l'Assemblée générale en date du 22 décembre 1989, sur les effets néfastes éventuels d'une élévation du niveau des mers sur les îles et les zones côtières, dans laquelle les Etats membres des Nations unies demandèrent instamment à la communauté internationale de fournir efficacement et en temps utile un soutien aux Etats affectés par une élévation du niveau des mers, notamment les Etats en développement, dans leurs efforts de développement et mise en œuvre de stratégies pour se protéger ainsi que leurs fragiles écosystèmes

marins naturels des menaces particulières de l'élévation du niveau des mers causée par le changement climatique ;

**RAPPELLANT AUSSI** la Résolution 70/1 de l'Assemblée générale en date du 25 septembre 2015 sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 mettant en lumière que l'élévation de la température mondiale, l'élévation du niveau des mers, l'acidification des océans et autres effets du changement climatique qui affectent sérieusement les zones côtières et les petits États insulaires à faible altitude, y compris plusieurs États les moins développés et les petits États insulaires en développement ;

**CONVAINCUS** que de tels principes peuvent être dégagés de plusieurs dispositions et dispositifs légaux existant ;

**RECONNAISSANT** les efforts récents de la communauté internationale pour développer un cadre juridique et politique d'ensemble pour la protection des personnes déplacées face au changement climatique, y compris par l'adoption du Programme pour la protection des personnes déplacées aux frontières dans le contexte des catastrophes et du changement climatique (Programme de protection), approuvé par 109 délégations gouvernementales à l'occasion une consultation intergouvernementale mondiale les 12-13 octobre 2015 à Genève ; et du Pacte mondial sur les migrations devant être adopté en décembre 2018.

**ADOpte** la Déclaration de Sydney des Principes sur la protection des personnes déplacées dans le contexte d'élévation du niveau des mers annexée à cette résolution ;

**PRIE** le Secrétaire général de l'Association de droit international de transmettre cette Résolution, accompagnée de la Déclaration de Principes annexée, au Secrétaire général de l'ONU, au Secrétariat de la CCNUCC, au Président du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques et son Groupe de travail sur le déplacement, au représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour les migrations internationales, aux co-facilitateurs menant les consultations et négociations intergouvernementales sur les questions liées au Pacte mondial pour des migrations sûres ordonnées et régulières, au Directeur de l'Organisation internationale pour les migrations, au Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, et à la Plateforme sur les déplacements liés aux catastrophes ;

**RECOMMANDE** au Conseil exécutif d'élargir le mandat du Comité sur le droit international et l'élévation du niveau des mers afin de permettre au comité de poursuivre son travail sur les autres aspects de son mandat.